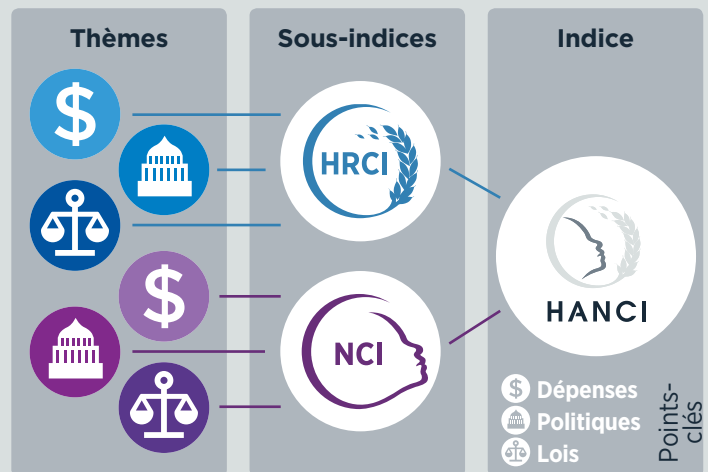
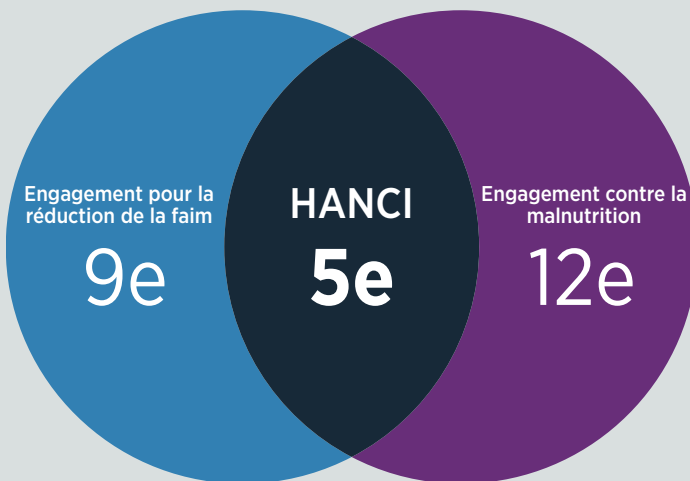


 **Indonésie: Données clés**



Taux actuels de démalnutrition : 10.2% retard de croissance : 30.8% Proportion souffrant d'insuffisance pondérale : 17.7%

Source: Gouvernement indonésien (RISKESDAS, 2018)

**Bons résultats**

- Indonésie : l'État a assuré la sécurité foncière des populations rurales. La délivrance de titres de propriété est courante et les marchés fonciers fonctionnent bien. Des politiques promeuvent un accès équitable aux ressources foncières communes.
- L'État encourage des services de vulgarisation et de recherche agricoles variés, et les organisations d'agriculteurs locales participent à l'établissement des priorités des politiques. Le système de vulgarisation est efficace et atteint les agriculteurs pauvres de façon satisfaisante. Les politiques, stratégies et mécanismes gouvernementaux visent à assurer l'égalité hommes-femmes dans l'accès aux services de vulgarisation.
- Indonésie : ce pays a créé une ligne budgétaire distincte pour la nutrition, rendant possible la transparence et la responsabilisation des dépenses.
- La stratégie/politique nationale en matière de nutrition fixe des objectifs de nutrition assortis de délais et un mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques a été mis en place.
- Indonésie : les décideurs disposent d'enquêtes régulières sur la nutrition statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2017.
- Indonésie : l'État promeut les pratiques d'alimentation complémentaire.
- Indonésie : en 2017, 90.8% de la population a accès à une source d'eau potable améliorée.
- Indonésie : 97.5% des femmes de 15 à 49 ans ont rété vues, au moins une fois pendant leur grossesse, par un agent de santé qualifié en 2017.
- Indonésie : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à la sécurité sociale est bon.

**Points à améliorer**

- Indonésie : dans ce pays, les lois garantissent l'égalité des droits économiques et des droits d'accès à la propriété des terres agricoles entre hommes et femmes. Cependant, ces lois ne sont pas effectivement appliquées et les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes persistent, accentuant leur vulnérabilité à la faim et à la malnutrition.
- Indonésie : comparée à celle d'autres pays de l'HANCI, la politique nationale de développement à moyen/long terme de ce pays (National Medium-Term Development Plan) accorde peu d'importance à la nutrition.
- Indonésie : l'État n'a distribué que deux fortes doses de supplément en vitamine A à 62 % des enfants en 2017.


**Indonésie: Données clés**
**Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)**

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
\$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales <sup>1</sup>	2.7%	2016	29e
\$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales <sup>2</sup>	8.7%	2017	14e
<b>Politiques</b>			
Accès à la terre (sécurité foncière) <sup>3</sup>	Bon	2019	2e ex aequo
Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles <sup>3</sup>	Bon	2019	9e ex aequo
Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	71.9%	2018	19e
Fonctionnement des systèmes de protection sociale <sup>3</sup>	Moyen	2018	2e ex aequo
<b>Lois</b>			
Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation <sup>3</sup>	Moyen	2017	10e ex aequo
Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) <sup>4</sup>	Dans la loi, pas dans la pratique	2019	28e ex aequo
Égalité hommes-femmes des droits économiques <sup>4</sup>	Dans la loi, pas dans la pratique	2019	12e ex aequo
La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Oui	2014	1er ex aequo

<sup>1</sup> Pas de benchmark<sup>2</sup> Pas de benchmark<sup>3</sup> Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon<sup>4</sup> Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique**Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)**

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
\$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Oui	2019	1er ex aequo
<b>Politiques</b>			
Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	62%	2017	26e ex aequo
L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Oui	2015	1er ex aequo
Population ayant accès à une source d'eau améliorée	90.8%	2017	12e
Population ayant accès à un assainissement amélioré	73.1%	2017	7e
Visites médicales pour les femmes enceintes	97.5%	2017	9e
Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement <sup>1</sup>	Faible	2010-2014	33e
Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo
<b>Lois</b>			
Consécration du CICS <sup>^</sup> dans le droit interne <sup>2</sup>	Largement consacre dans le droit	2019	19e ex aequo

<sup>1</sup> Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays)<sup>2</sup> Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacre dans le droit ● Pleinement consacré<sup>^</sup> Code international de commercialisation des substituts du lait maternel

\*For full details visit:  
[www.hancindex.org](http://www.hancindex.org)